

Chili. Le soulèvement populaire doit ouvrir la voie à l'assemblée constituante

Publié par Alencontre le 10 - novembre - 2019

Par Sergio Grez (Forum de l'Assemblée constituante)

Enfin, le peuple chilien s'est levé à l'unisson contre le système néolibéral oppressif et pillleur, remettant directement en cause la démocratie restreinte, protégée et de faible intensité garantie par ce modèle. La rébellion populaire soulève, avec plus de force que jamais, la nécessité de changer le système politique – dont le pilier fondamental est la Constitution politique de l'Etat – par la discussion et l'approbation démocratique par les citoyens et les citoyennes d'une nouvelle Charte fondamentale. La méthode pour ce faire ne peut être autre que celle d'une Assemblée constituante libre et souveraine.

Dans ce contexte, le Forum de l'Assemblée constituante – un collectif qui, depuis des années, apporte des contributions théoriques et politiques et promeut un travail d'auto-éducation populaire pour la réalisation de cet objectif – soumet à la discussion des citoyens et citoyennes mobilisés les propositions suivantes pour avancer vers la refondation politique de la République du Chili:

- 1.- Exiger le départ ou la révocation de Sebastián Piñera Echeñique du poste de Président de la République, en même temps que la cessation des fonctions de ses ministres et autres membres du pouvoir exécutif.
- 2.- Formation d'un gouvernement provisoire qui convoque simultanément les élections présidentielles, parlementaires, des gouverneurs, des conseillers municipaux et des maires.
- 3.- Que le gouvernement provisoire envoie un projet de loi au nouveau Parlement qui prévoit l'élection d'une Assemblée constituante.
- 4.- Que l'élection des délégués à l'Assemblée constituante se fasse de manière pleinement démocratique et participative, au moyen d'un vote proportionnel, sans formules binomiales, ni délégués désignés (comme le proposent certains politiciens professionnels à travers une «Convention constitutive» fallacieuse dans laquelle il leur serait garanti la moitié des représentants).
- 5.- Que l'Assemblée constituante délibère publiquement, sans session fermée ni restriction d'aucune sorte. Qu'elle envisage des mécanismes de participation et de contrôle par les citoyens, et que les citoyens puissent présenter des propositions d'articles ou de titres (chapitres).
- 6.- Que tous les articles ou les titres qui ne sont pas approuvés par au moins 2/3 des délégué·e·s à la Constituante soient soumis au plébiscite, afin de réduire la possibilité de compromis en coulisses, assurant ainsi que c'est le détenteur de la souveraineté (le peuple) qui décide.
- 7.- Qu'un projet constitutionnel avec des alternatives, et non un texte fermé, soit soumis à l'examen des citoyens et citoyennes au moyen d'un référendum.

8.- Qu'à la fin de ce processus, la proposition finale soit soumise de nouveau à un plébiscite.

Les peuples du Chili [le pluriel fait référence à des peuples indigènes, comme les Mapuches] doit rester vigilant et mobilisés et faire pression pour que leurs revendications soient satisfaites (certaines peuvent être obtenues avant le changement constitutionnel). De même, ils doivent rejeter les manœuvres de corridor visant à détourner une énorme énergie sociale par des impasses qui mèneront à de nouvelles frustrations et explosions, comme celle que nous connaissons actuellement.

Nous devons le répéter: nous n'accepterons qu'une Assemblée constituante souveraine, libre et démocratique. Nous devons rejeter catégoriquement l'affirmation de certains selon laquelle le Parlement devrait se déclarer pouvoir constituant, que le projet de la nouvelle Constitution devrait être rédigé par des «experts», une «commission de consensus» ou une «convention constitutive» dans laquelle la caste parlementaire aurait une partie de ses sièges garantis.

Nous ne pouvons accepter un plébiscite constitutif dans lequel nous sommes appelés à dire oui ou non à un texte fermé. Nous n'accepterons pas non plus de simples réformes – aussi importantes soient-elles – de la Constitution du dictateur (Pinochet) renouvelée par le gouvernement de Ricardo Lagos [ce dernier, membre du Parti socialiste, a impulsé une «réforme» en 2004] .

Depuis longtemps, nous avons encouragé l'accumulation d'une force constitutive capable de briser les verrous qui nous oppriment. Des millions de personnes mobilisées dans tout le pays offrent la possibilité de prendre des mesures décisives pour la refondation démocratique du pays. Ne laissons pas passer cette occasion, continuons à faire pression et à débattre sans tutelle d'aucune sorte. Aujourd'hui plus que jamais: Assemblée constituante, souveraine, libre et démocratique! (Forum de l'Assemblée constituante, 9 novembre 2019, Santiago ; traduction rédaction de *A l'Encontre*)

FORUM DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE
Santiago, le 9 novembre 2019